



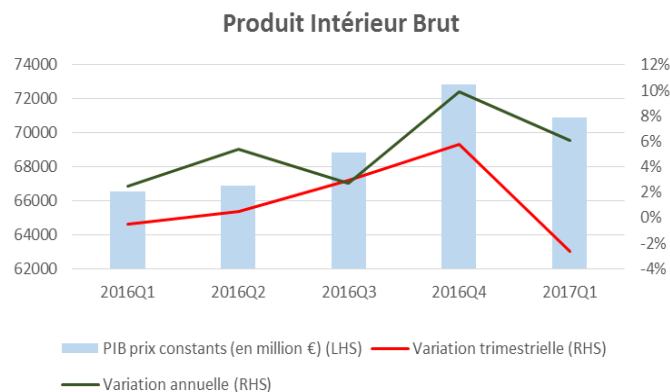
## Eire Eco – 01 au 30 juin 2017

Juillet 2017 – N°30

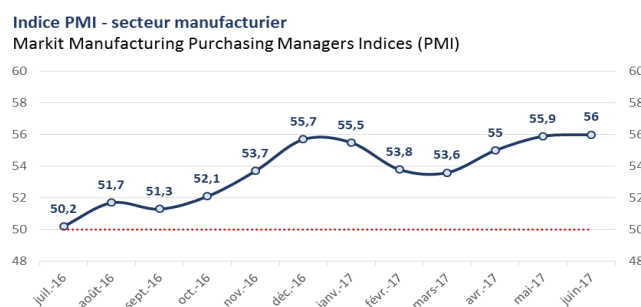
© DG Trésor - Sources : Department of Finance, CSO, CBI, ESRI, Markit, Investec, Department of Energy, EPA

### MACROECONOMIE

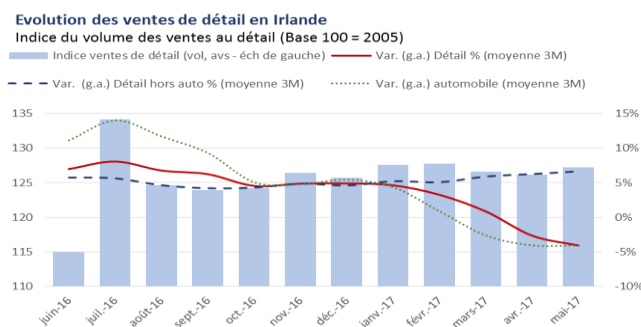
**Croissance du PIB** – Selon le Central Statistics Office (CSO), la croissance du PIB en 2016 a été de 5,1%, sans changement majeur par rapport à l'estimation précédente (5,2%). En revanche, l'estimation de croissance au premier trimestre 2017 par rapport au dernier trimestre 2016 indique une forte baisse (-2,7%). Cette baisse ne doit cependant pas être sur-interprétée dans la mesure où elle est, en partie, la conséquence d'un effet de base : les deux derniers trimestres 2016 avaient affiché des taux de croissance particulièrement élevés, dus notamment au transfert massif de brevets en Irlande par les firmes multinationales. Le nombre limité de ces transferts au premier trimestre 2017 a fait chuter la croissance trimestrielle d'autant plus que celle du dernier trimestre 2016 a été réévaluée. En revanche, sur un an, le PIB trimestriel affiche une croissance réelle de +6,1 %. Par ailleurs, la consommation des ménages reste robuste (+1,2 %), confirmant le dynamisme de l'économie irlandaise hors firmes multinationales.



**Indice d'activité économique** – Le PMI manufacturier de l'Irlande s'élevait à **56,0** en juin, en hausse par rapport au mois précédent. L'augmentation de la production a stimulé la croissance, alors que les carnets de commandes et l'emploi ont continué d'augmenter significativement. Le PMI des services de juin (**57,6**) confirme que l'activité des entreprises reste en expansion, quoiqu'à un rythme plus modéré qu'en mai (59,5). La confiance restant élevée, les entreprises continuent de recruter.



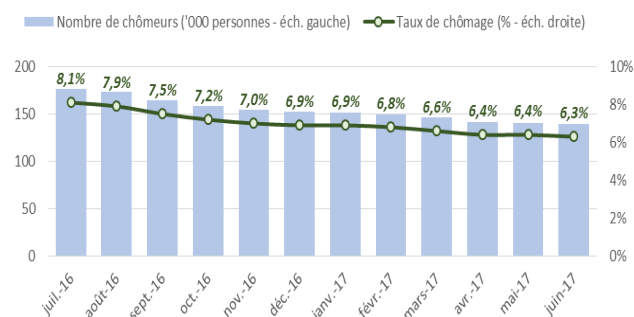
**Indice des ventes de détail** – L'indice des ventes de détail (en volume) s'est établi à **127,2** en mai 2017, en progression par rapport au mois précédent. Hors commerce automobile, les ventes de détail ont néanmoins progressé de 0,8% sur le mois et de 6,8% sur un an. La bonne santé du commerce de détail est à rapprocher du dynamisme du marché du travail irlandais mais aussi de la dépréciation de la livre sterling, qui a entraîné la baisse du prix en euros des biens de consommation importés depuis le Royaume-Uni.



**Chômage** – Le taux de chômage irlandais s’est établi à **6,3%** de la population active en juin 2017, en légère baisse par rapport à mai, et 2 pp de moins qu’en juin 2016 (8,3%). Le chômage des jeunes enregistre une légère hausse : chez les 15-24 ans, les chômeurs représentaient **11,9%** de la population active, soit 0,1 pp de plus qu’en mai, mais 6 pp de moins qu’il y a un an. Cette amélioration continue du marché du travail irlandais confirme la solidité de la reprise économique. Le rebond du secteur du bâtiment permet également à de nombreux chômeurs de longue durée de retrouver du travail, ce qui est particulièrement encourageant compte tenu du fait que ce secteur est l’un de ceux qui ont le plus souffert de la crise.

#### Evolution du chômage en Irlande

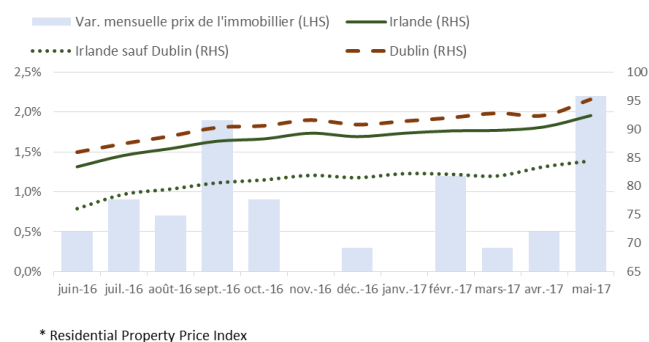
En milliers de chômeurs et en % de la population active



**Immobilier** – L’indice des prix immobiliers irlandais a connu une forte progression en mai 2017, s’établissant à **92,4**, soit **+2%** par rapport à avril et **+11,9%** sur un an. Le montant moyen des prêts hypothécaires aux primo-accédants (208 400€) a augmenté de 10,2% sur un an. Les prix de l’immobilier sont également tirés vers le haut par le programme ‘*Help-to-Buy*’ (allègements fiscaux accordés aux primo-accédants) mis en place en début d’année. Les loyers sont restés stables en mai (+0,1%) mais accélèrent en juin (+0,8%). Sur un an, les loyers ont augmenté de **+7,6%**.

#### Coût du logement en Irlande

Aug. mensuelle des loyers et CSO RPPI\* (Base 100 = Janvier 2005)



## FINANCES PUBLIQUES

**Dettes publiques** – L’agence publique en charge de la gestion de la dette (NTMA) a annoncé profiter des conditions de marché actuelles « sans précédent » pour emprunter à taux bas et sur de longues périodes. La dette publique irlandaise présente désormais la durée moyenne la plus longue de la zone euro – 11,7 ans. En revanche, l’agence met en garde contre le montant en valeur de la dette (200 Mds € soit 4 fois son niveau de 2007) qui reste selon elle excessif. La dette publique représente 275% des recettes publiques alors que la moyenne des 28 pays de l’UE se situe à 165%. La charge d’intérêt représente 8% des revenus du gouvernement, deux fois plus que la moyenne de l’UE. Par ailleurs, la bonne reprise économique du pays crée une pression politique et sociale sur le gouvernement pour augmenter les dépenses d’infrastructures, réduire la pression fiscale sur les ménages et augmenter les salaires des fonctionnaires. S’il est indéniable que les finances publiques irlandaises s’améliorent depuis la crise, les risques n’ont pas disparu pour autant : l’exposition particulière du pays aux conséquences potentielles du Brexit ainsi que les projets d’harmonisation fiscale au niveau multilatéral font peser certaines incertitudes quant aux recettes futures de l’Etat irlandais.

**Politique budgétaire** – Le ministre des Finances et de la Dépense Publique, Paschal Donohoe, a présenté mi-juillet le traditionnel *Summer Economic Statement* qui fournit les premières orientations du budget 2018. Le *Department of Finance* a conservé inchangées ses prévisions de croissance pour 2017 (4,3%) et 2018 (3,7%). Ces prévisions demeurent plus optimistes que celles de la Banque centrale irlandaise (3,5% et 3,2%), de la Commission européenne (4% et 3,6%) et l’OCDE (3,7% et 2,5%).

La contribution au fonds de réserve contra-cyclique (Rainy-Day Fund – instauré par le précédent ministre des Finances Michael Noonan) est ramenée de 1 Md € à 0,5 Md € par an à partir de 2019. Durant sa campagne électorale, le nouveau premier ministre, Leo Varadkar, avait signalé son intention de réallouer la totalité de ces crédits au financement des projets d’infrastructures à partir de 2019. Le *Summer Economic Statement 2017* adopte donc une position de compromis : à partir de 2019, 500 M€ supplémentaires iront chaque année au financement des infrastructures et 500 M€ abonderont le Rainy-Day Fund.

Cette décision a pour conséquence de détériorer de 0,2 pt de PIB le déficit au sens de Maastricht en 2019-2021. Le retour à l'équilibre nominal n'interviendra donc pas en 2019, comme prévu dans le Programme de Stabilité, mais en 2020. Le déficit public pour 2017 (-0,4 %) et 2018 (-0,1 %) est en revanche inchangé.

Le *Summer Economic Statement* confirme également que la marge de manœuvre budgétaire (*fiscal space*) du gouvernement irlandais en 2018 sera relativement réduite. Il pourra théoriquement accroître ses dépenses ou réduire ses recettes d'1,5 Md€ sans enfreindre les règles du Pacte de stabilité. Cependant, certains engagements antérieurs (*Action Plan on Housing* entre autres) réduisent cette marge à 0,5 Md€. De plus, une dépense d'environ 0,2 Md€ pourrait s'ajouter si les syndicats valident la hausse des salaires des fonctionnaires prévues par le *Public Service Stability Agreement 2018-2020*. Au final, le « fiscal space » du gouvernement en 2018 ne dépassera guère 0,3 Md€.

## BREXIT

**Attractivité des groupes financiers londoniens post-Brexit** – Les résultats de la capitale irlandaise en termes d'attractivité sont pour l'instant mitigés. Dublin possède des atouts de taille : une importante main d'œuvre anglophone, le taux d'imposition sur les sociétés le plus bas d'Europe (12,5%) et un système de « common law » similaire à celui du Royaume-Uni. Pour autant, la relative « passivité » de Dublin pour attirer les grands groupes financiers (comparé à l'actif lobby de Paris et Frankfurt), la crise du logement et surtout l'exposition relativement plus forte de l'économie irlandaise au Brexit réduisent l'attractivité de la capitale. Au total, un certain nombre d'acteurs financiers considèrent que le Brexit représente un risque plutôt qu'une opportunité pour l'Irlande. Concernant le secteur de l'assurance, Legal & General et Standard Life ont déjà fait connaître leur intention d'augmenter leurs activités à Dublin, mais les géants QBE, Lloyds of London et AIG ont préféré Bruxelles et Luxembourg, risquant ainsi d'encourager d'autres grands acteurs du secteur à les suivre. En revanche, les banques JP Morgan et Bank of America Maryll Lynch sont fortement pressentis pour délocaliser une partie de leurs activités à Dublin. Par ailleurs, selon un récent sondage d'EY, Dublin serait la première destination pour les groupes financiers souhaitant quitter le Royaume-Uni après le Brexit.

**Transport aérien** – En tant que membre de l'UE, le Royaume-Uni fait partie de l'accord « open skies » européen, qui permet d'appliquer les mêmes réglementations et d'établir librement des lignes aériennes dans les pays membres. Si le pays venait à sortir de cet accord, il devrait alors en négocier un nouveau avec l'UE, un processus long et coûteux. De plus, pour pouvoir être qualifiée de « compagnie européenne », une compagnie aérienne doit être détenue majoritairement par des investisseurs européens. A l'heure actuelle, la compagnie irlandaise Ryanair est détenue à 53,6% par des européens, incluant environ 20% de britanniques. Ryanair pourrait donc se voir contraint de racheter ses parts afin de demeurer une compagnie européenne en cas de « hard Brexit ». La situation d'Aer Lingus, propriété de la holding britannique IAG, est également incertaine.

## INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

**FMI** – Quatre ans après que l'Irlande soit sortie du programme de la Troïka, le FMI va réaliser, à la demande du gouvernement irlandais, un rapport (*Public Investment Management Assessment*) sur les besoins d'infrastructures du pays. Il évaluera trois aspects de l'investissement public : la planification, la bonne adéquation et l'exécution des investissements. Selon le ministre des Finances et de la Dépense Publique, Paschal Donohoe, les conclusions de ce rapport auront une place centrale dans la future politique d'infrastructure du gouvernement.

**Gisement de gaz naturel Corrib** – La compagnie pétrolière *Royal Dutch Shell* poursuit son programme de désinvestissement et a conclu un accord avec une filiale du *Canada Pension Plan Investment Board* pour la cession de sa participation de 45 % dans le consortium qui exploite le champ de gaz naturel off-shore Corrib. L'opération est valorisée à 1,1 Md€. Shell se désengage ainsi totalement de l'exploration et de la production d'hydrocarbures en Irlande. Cette opération fait partie d'un plan visant à recueillir 30 milliards de dollars d'ici la fin de l'année prochaine par le biais de ventes d'actifs, dans le cadre d'un programme de restructuration lancé en mars 2016 après que Shell ait racheté son rival britannique BG pour 40 milliards £.

## SECTEUR FINANCIER

**Privatisation d'AIB** - Le gouvernement irlandais a mis en bourse, avec succès, près de 28% du capital d'Allied Irish Banks (AIB), lui permettant de lever 3,4 milliards d'euro. L'établissement avait été sauvé de la faillite en 2009 et avait dû être nationalisé. Cette introduction, sur les bourses de Londres et de Dublin, est la troisième plus importante du secteur financier Européen depuis la crise, et la plus importante du marché londonien tous secteurs confondus depuis 6 ans.

---

## Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	juin-16	juil-16	août-16	sept-16	oct-16	nov-16	déc-16	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17
<b>Production</b>													
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)	60,70			68,93			72,10						
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>	3,3%			6,2%			7,2%						
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2010)	158,4	165,9	150,0	158,5	154,7	177,2	159,9	164,3	143,6	146,6	157,4	160,7	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	122,7	120,8	120,9	126,8	119,8	122,9	122,4	126,2	123,1	124,9	119,8	121,0	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	183,7	200,1	172,7	183,0	184,0	216,9	186,4	187,3	170,9	160,6	181,6	182,7	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	53	50,2	51,7	51,3	52,1	53,7	55,7	55,5	53,8	53,6	55	55,9	56
Purchasing Managers Index - Services	61,2	59,5	59,7	56,2	54,6	56	59,1	61	60,6	59,1	61,1	59,5	57,6
Purchasing Managers Index - Construction	59,7	61	58,4	58,7	62,3	59,8	58,9	55,7	57,9	60,8	61,3	63,6	58,2
<b>Compte courant</b>													
Exportations de marchandises (en Md€)	10,1	9,1	10,6	10,1	10,3	10,3	10,1	10,3	10,6	10,1	9,6		
Importations de marchandises (en Md€)	6,6	6,1	5,8	6,5	5,6	6,7	6,4	5,3	6,1	5,1	5,7		
Solde commercial (en Md€)	3,5	3,0	4,7	3,6	4,6	3,6	3,8	5,0	4,5	5,1	3,9		
Balance courante trimestrielle (en Md€)	4,643			10,078			-11,132						
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)	7,6%			14,6%			-15,4%						
<b>Evolution des prix</b>													
Inflation CPI (% MoM)	0,7%	-0,2%	-0,2%	-0,4%	-0,5%	-0,1%	0,0%	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	1,7%	3,3%	1,1%	1,4%	0,6%	1,2%	-0,5%	0,7%	0,2%	-0,2%	2,0%	1,2%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,5%	1,7%	1,5%	1,7%	0,3%	1,2%	-0,9%	0,7%	0,7%	0,5%	-0,4%	3,0%	
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,5%	0,9%	0,7%	1,9%	0,9%	0,0%	0,3%	0,0%	1,2%	0,3%	0,5%	0,1%	0,8%
<b>Marché du travail</b>													
Nombre de chômeurs	181 800	176 700	173 000	164 500	158 100	153 900	152 000	151 200	149 800	146 100	141 900	140 700	139 400
<i>Taux de chômage global</i>	8,3%	8,1%	7,9%	7,5%	7,2%	7,0%	6,9%	6,9%	6,8%	6,6%	6,4%	6,4%	6,3%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	17,9%	17,6%	17,4%	16,9%	16,6%	16,0%	15,3%	14,5%	13,7%	12,9%	12,0%	11,7%	11,9%
Salaires horaires moyen (var YoY, 4T roulants, en%)	0,5%			0,2%			0,6%			0,6%			
<b>Consommation et investissement</b>													
Conso finale privée (variation trimestrielle (en %))	-0,3%			0,7%			0,7%						
Investissement (variation trimestrielle (en %))	31,4%			-1,5%			85,7%						
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	5,9%	9,3%	5,1%	4,2%	4,4%	6,0%	4,4%	3,6%	1,9%	3,1%	1,5%	3,2%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	5,4%	3,9%	4,2%	4,2%	4,5%	6,0%	3,3%	6,3%	5,6%	6,1%	6,8%	7,3%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	4,8%	16,4%	-0,6%	-3,4%	-4,6%	-1,7%	-0,9%	0,8%	-3,9%	-2,7%	-5,0%	-3,7%	
<b>Secteur financier</b>													
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	3,0%	2,8%	2,4%	2,9%	2,4%	2,0%	2,3%	2,0%	2,8%	3,1%	3,5%	3,0%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	1,3%	0,7%	0,2%	1,3%	-2,1%	-0,1%	1,3%	1,4%	2,3%	1,4%	2,1%	2,0%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-2,2%	-2,0%	-1,9%	-1,9%	-1,5%	-1,3%	-1,1%	-0,8%	-0,6%	-0,5%	-0,4%	-0,2%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-2,2%	-2,1%	-2,0%	-1,9%	-1,7%	-1,6%	-1,3%	-1,2%	-1,0%	-0,8%	-0,8%	-0,6%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-4,2%	-4,7%	-5,5%	-5,2%	-4,3%	-4,3%	-3,7%	-4,8%	-5,4%	-3,8%	-3,1%	-3,5%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	5 642,5	5 867,6	6 170,4	6 034,8	5 912,8	6 215,8	6 517,2	6 392,4	6 546,3	6 658,6	6 860,8	6 946,6	6 827,60
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,538%	0,420%	0,431%	0,330%	0,651%	0,879%	0,772%	1,181%	0,876%	0,993%	0,855%	0,770%	0,867%

## Evolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Production</b>											
PIB annuel à prix courants (en Md€)	185,1	197,3	187,7	169,7	167,1	173,1	175,8	180,2	193,2	255,8	265,8
<i>Croissance réelle (en %)</i>	5,9%	3,8%	-4,4%	-4,6%	2,0%	0,0%	-1,1%	1,1%	8,5%	26,3%	5,2%
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)					100,0	100,1	98,9	96,4	119,7	165,8	
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	32 596	34 096	34 136	37 691	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	
<i>En % de la VAB totale</i>	20,0%	19,6%	20,3%	24,4%	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	
<b>Compte courant</b>											
Exportations de marchandises (en Md€)	87,5	90,6	88,5	87,6	90,9	93,2	93,5	89,2	92,6	112,4	116,9
Importations de marchandises (en Md€)	63,8	65,9	59,3	48,2	48,7	53,0	56,2	55,8	62,2	70,1	69,6
Solde commercial (en Md€)	23,7	24,6	29,2	39,4	42,2	40,2	37,3	33,4	30,5	42,3	47,3
Balance courante (en % du PIB)	-5,4%	-6,5%	-6,2%	-4,7%	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%
<b>Evolution des prix</b>											
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	4,0%	4,9%	4,1%	-4,5%	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	3,6%	4,9%	3,6%	-4,1%	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	12,7%	2,3%	-11,6%	-15,9%	-14,3%	-18,7%	-9,2%	-0,8%	13,0%	8,7%	12,0%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	16,7%	-2,7%	-17,2%	-23,0%	-14,4%	-18,4%	2,2%	16,2%	19,7%	3,9%	5,7%
<b>Population</b>											
Population	4 232 900	4 375 800	4 485 100	4 533 400	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	2,4%	3,4%	2,5%	1,1%	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%
Solde migratoire	71 800	104 800	64 300	1 700	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100
<b>Marché du travail</b>											
Population active moyenne	2 150 300	2 248 175	2 273 900	2 228 975	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	4,7%	4,6%	1,1%	-2,0%	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%
<i>Taux de participation</i>	63,2%	64,1%	63,6%	62,0%	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	60,3%
Nombre de chômeurs moyen	96 750	105 075	145 525	267 675	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100
<i>Taux de chômage moyen</i>	4,5%	4,7%	6,4%	12,0%	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	356 775	366 000	363 675	358 400	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	17,4%	17,1%	17,1%	18,3%	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%
Nombre de personnes employées par les multinationales	173 401	172 466	168 256	153 006	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,2%	9,7%	9,5%	9,5%	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)				1,7%	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	
Revenu disponible brut des ménages (M€)	85 099	92 187	97 854	90 979	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	7,3%	8,3%	6,1%	-7,0%	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%	
<b>Consommation et investissement</b>											
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	6,7%	6,7%	0,3%	-5,3%	0,7%	-1,0%	-1,0%	-0,8%	1,7%	4,5%	3,0%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	7,3%	0,0%	-11,6%	-16,8%	-14,9%	3,4%	11,7%	-5,4%	18,2%	32,7%	45,5%
<b>Secteur financier</b>											
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	15,3%	7,2%	2,9%	16,3%	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	17,2%	11,5%	-5,5%	-3,1%	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	17,5%	11,2%	-7,1%	-4,1%	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	37,3%	22,0%	5,3%	-11,8%	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%
Encours de crédit total - (g.a.)	22,4%	18,6%	-1,5%	-8,2%	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	8 092,5	8 626,8	4 769,9	2 709,5	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7
<b>Gouvernement</b>											
Dépenses publiques (en Md€)	62,6	70,7	78,5	80,0	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,4
Déficit/excédent public (en Md€)	5,2	0,5	-13,1	-23,4	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,4
<i>En % du PIB</i>	2,8%	0,3%	-7,0%	-13,8%	-32,1%	-12,6%	-8,0%	-5,7%	-3,7%	-2,0%	-0,5%
<i>En % des recettes publiques</i>	7,7%	0,8%	-20,0%	-41,5%	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-1,9%
Dettes publiques (en Md€)	43,7	47,1	79,6	104,7	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6
<i>En % du PIB</i>	23,6%	23,9%	42,4%	61,7%	86,3%	109,6%	119,5%	119,5%	105,3%	78,7%	75,4%
<i>En % des recettes publiques</i>	64,4%	66,2%	121,7%	185,2%	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	274,6%
<b>Politique énergétique</b>											
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :											
<i>Charbon</i>	10,3%	9,3%	8,8%	7,8%	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	
<i>Tourbe</i>	4,4%	4,3%	5,2%	5,5%	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	
<i>Pétrole</i>	56,4%	56,1%	54,8%	52,4%	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	
<i>Gas naturel</i>	25,3%	26,6%	27,5%	29,2%	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	
<b>Energies renouvelables</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>6,0%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,8%</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,3%</b>	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	1,0%	0,7%	0,2%	0,6%	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	90,3%	88,2%	89,5%	88,8%	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, IBEC HR Survey 2015, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI).

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à [Dublin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Dublin@dgtrésor.gouv.fr)).

Auteur : Service Economique de Dublin  
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI  
Revu par : Pierre MONGRUE

Version du 17/07/2017